

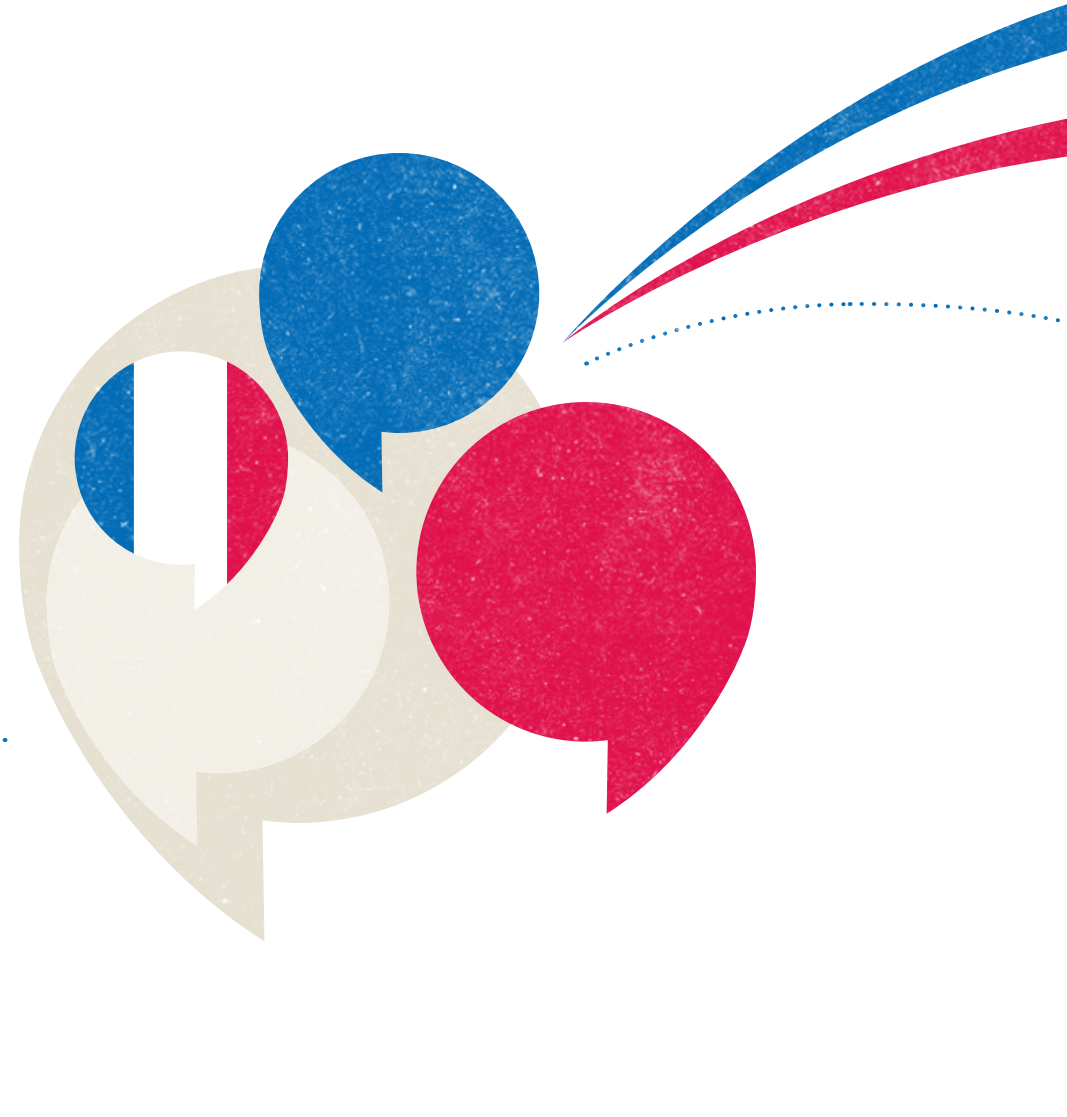


Grant Thornton

An instinct for growth™

# Focus: *France*

Grant Thornton International Business Report 2014



# Introduction

Avec 66 millions d'habitants et un PIB culminant à 2 600 milliards de US Dollars, la France représente la 5<sup>ème</sup> économie mondiale et la 2<sup>ème</sup> de la zone euro, derrière l'Allemagne.

S'appuyant sur les données et points de vue de l'International Business Report (IBR) de Grant Thornton, de l'Economist Intelligence Unit (EIU) et du Fonds Monétaire International (FMI), ce rapport analyse les perspectives et attentes économiques de 300 chefs d'entreprises français au cours des 12 derniers mois, dans le cadre d'une étude menée à l'échelle mondiale auprès de 12,500 dirigeants dans 45 pays.

Jean-Jacques Pichon  
Grant Thornton France  
Partner  
T +33 (0) 3 81 88 39 87  
E [jean-jacques.pichon@fr.gt.com](mailto:jean-jacques.pichon@fr.gt.com)  
W [www.grant-thornton.fr](http://www.grant-thornton.fr)

300

entretiens menés  
auprès de chefs  
d'entreprises

US\$2.6trn  
Produit Intérieur Brut



66 millions d'habitants



# Economie

L'économie française continue de souffrir concomitamment à la crise de la zone euro. Après une forte concentration des marchés en 2009, l'économie a tenté de se redresser progressivement en affichant sept trimestres consécutifs d'expansion.

L'Hexagone a "stagné" au cours des deux dernières années, en même temps que les problèmes des pays d'Europe du Sud s'intensifiaient, ralentissant la croissance, faisant croître le chômage et la dette. En termes de coopération économique, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et l'Espagne constituent les partenaires commerciaux clés de la France.

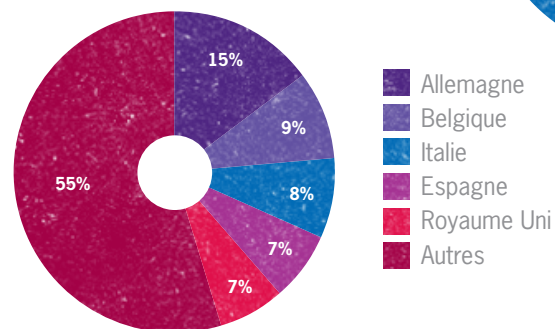
Les entrepreneurs restent considérablement pessimistes quant à leurs perspectives de croissance, mais cette perception a évolué au cours des 12 derniers mois.

## Indicateurs clés

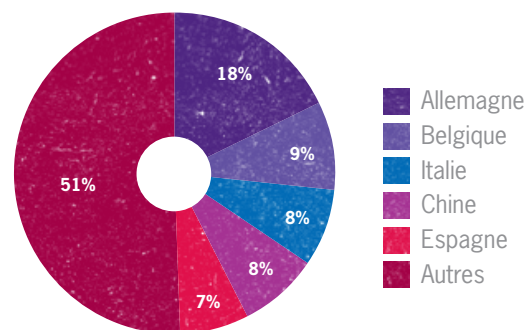
- l'économie s'est contractée de 0,1% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013, comparativement à 0,5% au 2<sup>ème</sup> trimestre,
- l'investissement fixe a chuté de 0,6%,
- les exports se sont contractés de 1,5% au troisième trimestre, alors que les imports augmentaient de 1%,
- en 2013, les exports ont chuté de 2% au sein de la zone euro et de 1,4% dans les pays hors zone, le déficit commercial a atteint 5,8 milliards d'euros en octobre, contre une moyenne mensuelle de 6,9 milliards d'euros,
- le secteur de la Construction a décliné de 4% au troisième trimestre 2013 par rapport au 2<sup>ème</sup>, la production industrielle quant à elle a enregistré un recul de 1,3% à la même période.

Les perspectives économiques restent relativement équilibrées

Principales destinations d'exports



Principaux pays importateurs



Source: Observatory of Economic Complexity (2013)

## Perspectives économiques

L'économie française a connu une croissance de 0,1% en 2013, comparée à ses voisins européens (0,5% en Allemagne et 1,5% au Royaume-Uni). Néanmoins, un taux de croissance de 0,7% est attendu en 2014 et de 1,4% en 2015. Après un déclin de 2,5% en 2013, l'Investissement, devrait croître de 0,9% en 2014 et de 2,4% en 2015.

Les attentes en matière d'exports, avec 0,3% de croissance en 2013, sont de 2,8% de croissance en 2014 et 3,6% en 2015.

Les importants déficits de la balance commerciale sont amenés à perdurer, mais sont supposés rester stables (autour de 2% du PIB).

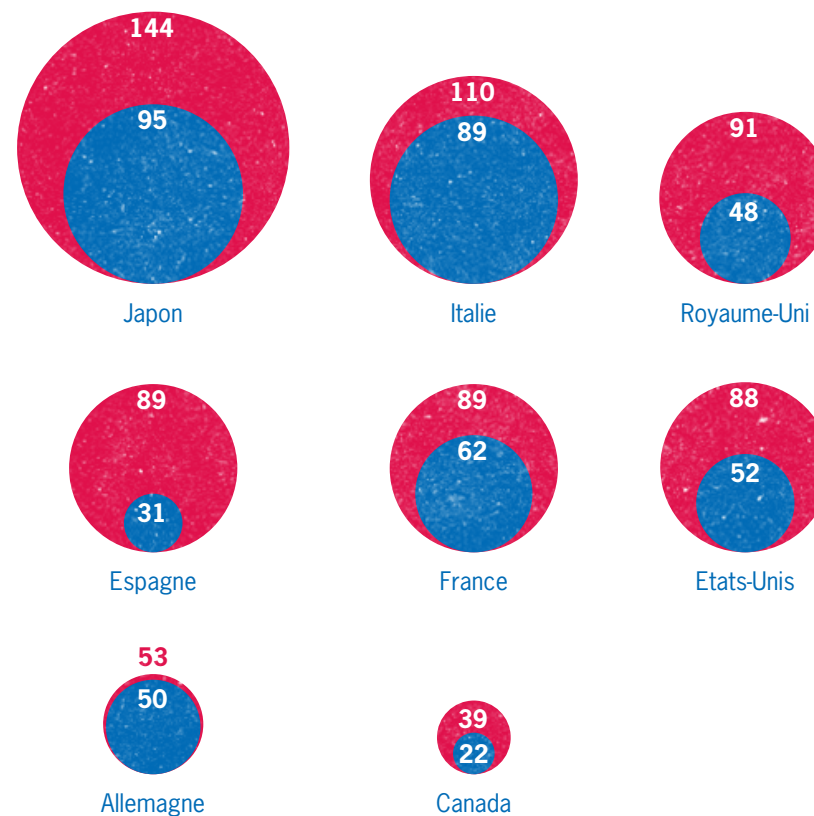
Les efforts pour atteindre les objectifs de la Commission européenne en matière de déficit budgétaire ne seront probablement pas maintenus d'ici 2015. La dette devrait atteindre 89% du PIB en 2015, comparé à 62% en 2008.

Dans le cadre du Pacte de Responsabilité, le Président Hollande a récemment annoncé une série de mesures, comprenant une baisse des cotisations patronales, et ce afin de stimuler la création d'emplois et la reprise économique.

Parallèlement aux efforts de consolidation des finances publiques et des coûts du travail élevés « plombant » la compétitivité des entreprises françaises, la France est également aux prises avec un taux de chômage avoisinant les 11%. Si certains aspects de l'économie française s'améliorent, la proportion du chômage ne baisserait pas en-dessous de la barre des 10% jusqu'en 2017.



Dettes publiques (% PIB)



Source: International Monetary Fund (2013)

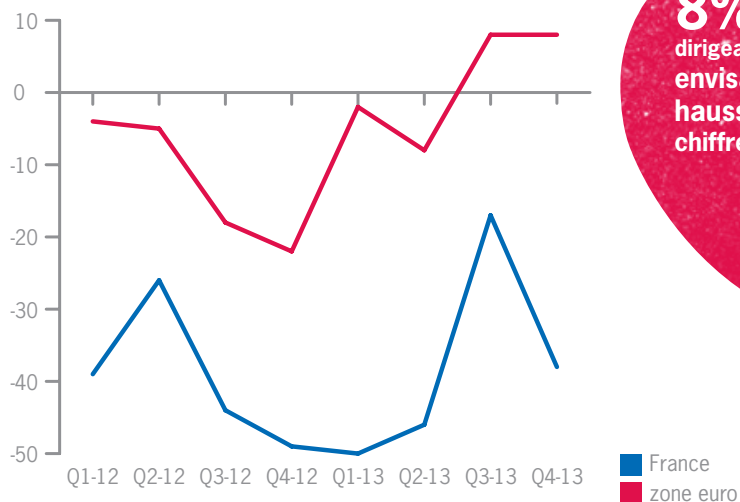
■ 2008  
■ 2015

## Perspectives de croissance

L'étude menée dans 45 pays révèle sans ambiguïté que les chefs d'entreprises français sont les plus pessimistes : seuls 38% d'entre eux sont optimistes pour leur avenir. Cette donnée apparaît alors que l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis surfent sur une nouvelle vague plus positive. Ce manque de confiance en l'économie nationale fait écho aux perspectives de croissance des dirigeants. Seuls 8% d'entre eux s'attendent à une hausse de leurs profits pour 2014 et seuls 4% une hausse de leur rentabilité.

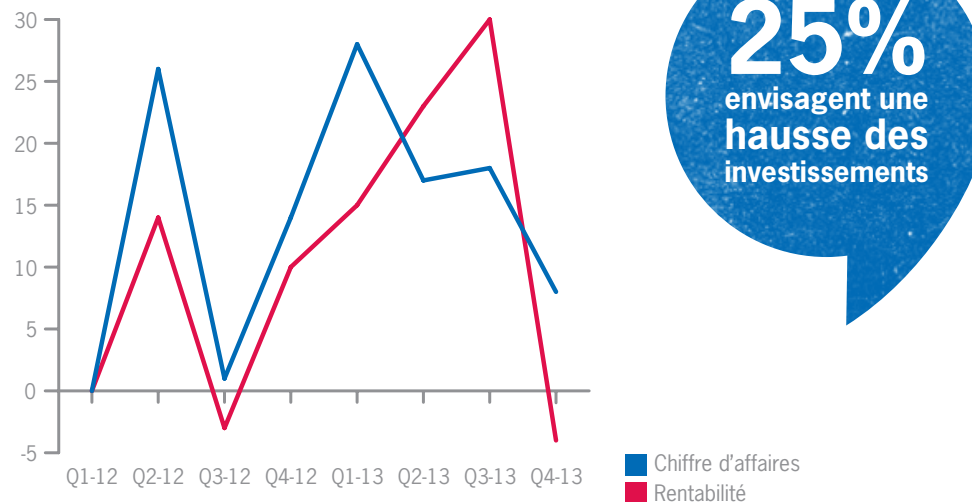
Quelques données positives néanmoins : sur l'année écoulée, 17% s'attendaient à une hausse de leur chiffre d'affaires, comparé à seulement 9% en 2012. Les attentes en matière de rentabilité avaient également augmenté passant de 5% en 2012 à 16% en 2013. Les projets d'investissements restent solides. 25% des dirigeants envisagent d'investir dans une usine ou dans l'Équipement au cours des 12 prochains mois, donnée en hausse de 19% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013, bien qu'en-deçà de la moyenne de la zone euro (34%).

Pourcentage de dirigeants optimistes pour les 12 prochains mois



Source: Grant Thornton IBR 2013

Pourcentage de dirigeants prévoyant d'investir au cours des 12 prochains mois



Source: Grant Thornton IBR 2013

## Les freins à la croissance

L'incertitude économique conduite par une crise de la zone euro qui perdure et les actions menées par un Président impopulaire, représente le frein majeur cité par les dirigeants français à hauteur de 64% (contre 46% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013). Sur ce sujet, la moyenne européenne est de 44% dans la zone euro et de 59% dans les pays d'Europe du Sud.

La réglementation et la lourdeur des procédures administratives sont citées par 43% des dirigeants français comme des freins à leur développement, bien au-delà de la moyenne de la zone euro (36%).

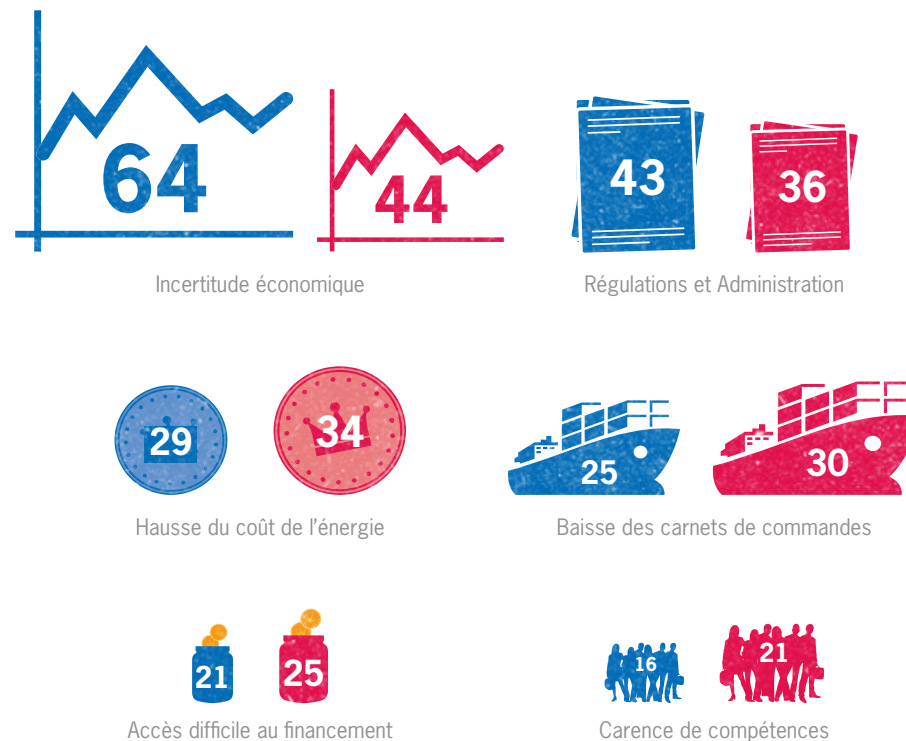
L'évocation de ces contraintes par les dirigeants a augmenté au niveau mondial consécutivement ces 3 dernières années, passant de 33% en 2011 à 37% en 2012, puis 39% en 2013, doublant presque le taux pré-crise (24% en 2008).

La baisse des carnets de commandes a affecté plus d'un tiers des entreprises françaises au cours des douze derniers mois.

L'incertitude économique freine les perspectives de croissance

La bureaucratie demeure une entrave

Pourcentage de dirigeants citant ces facteurs comme freins à la croissance



Source: Grant Thornton IBR 2013

■ France  
■ zone euro

## Une scission au cœur de l'Europe

La France et l'Allemagne sont les deux grands acteurs européens, considérés comme architectes de l'Europe d'après-guerre et aujourd'hui comme les deux économies les plus importantes du Vieux Continent. La crise de la dette souveraine a créé une fracture entre les pays « dissolus » d'Europe du Sud et ses pairs plus austères d'Europe du Nord.

Les divergences entre l'Allemagne et la France sont d'autant plus importantes qu'elles créent davantage d'incertitude, laquelle endommage *a fortiori* les perspectives de croissance. Politiciens et dirigeants des deux pays ont des avis très divergents sur l'avenir de la monnaie européenne, se trouvant eux-mêmes dans des situations économiques peu similaires ; à titre d'exemple, l'Allemagne, qui est restée compétitive notamment en maintenant des salaires peu élevés et en augmentant sa part dans les exports hors de la zone euro, est susceptible de croître de 1,4% en 2014, doublant même le taux français ; le chômage est deux fois moins élevé en Allemagne qu'en France. Alors que l'Allemagne a équilibré son budget pour 2013, la France n'atteindra pas les 3% de recouvrement de déficit jusqu'en 2015.

Avec cette toile de fond, il n'est pas surprenant de constater que les perspectives de croissance d'un côté comme de l'autre du Rhin soient si différentes. Sur le panel de l'étude, alors que la France est le pays le plus pessimiste pour 2014, l'Allemagne est le 12<sup>ème</sup> pays le plus optimiste et le 4<sup>ème</sup> plus optimiste d'Europe.

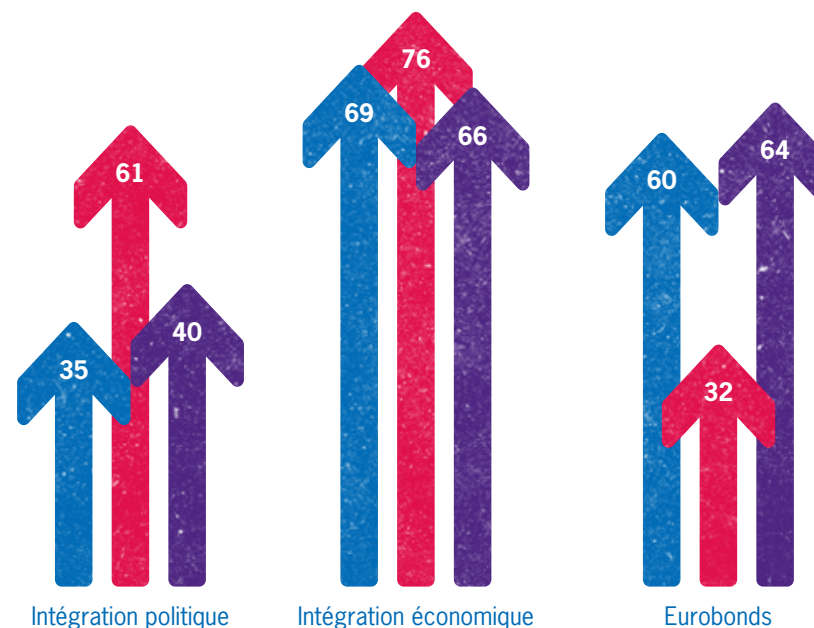
46% des dirigeants allemands envisagent une hausse de leurs bénéfices au cours des douze prochains mois et 26% d'entre eux prévoient une hausse de leurs exports, contre 14% seulement pour leurs homologues français.

Les chefs d'entreprises allemands ont également des avis divergents sur la manière de résoudre la crise de la zone euro, bien plus enclins à davantage d'intégration (comparativement aux dirigeants français), en écho à l'appel de la Chancelière allemande pour une union élargie.

Les dirigeants Outre-Rhin soutiennent l'idée d'une plus grande coopération tant politique (61%) qu'économique (76%), comparativement à 35% et 69% dans les mêmes domaines pour leurs homologues français.

Les deux pays ont également des visions différentes sur la mutualisation de la dette : 60% des dirigeants français souhaitent sauvegarder les eurobonds contre seulement 32% en Allemagne.

Pourcentage de dirigeants soutenant ces projets



Source: Grant Thornton IBR 2013

■ France  
■ Allemagne  
■ zone euro

## Méthodologie

L'International Business Report de Grant Thornton est une enquête menée auprès de cadres supérieurs de sociétés cotées et dirigeants d'entreprises mondiales à capitaux privés. Lancée en 1992 au sein de 9 pays européens, l'étude recueille aujourd'hui les opinions et les attentes de près de 12 500 chefs d'entreprises par an à travers 45 pays, mettant en exergue les principales tendances de l'économie mondiale. Les données de ce rapport sont issues d'entretiens menés auprès de chefs d'entreprises, directeurs généraux, présidents et autres décideurs de haut niveau de tous les secteurs de l'industrie dans des entreprises employant entre 100 et 499 employés.

Pour ce rapport, les données du 4<sup>ème</sup> trimestre 2013 sont tirées de 3 300 entretiens au niveau mondial dont 75 en France réalisées en novembre et décembre 2013. Les données portant sur l'ensemble de l'année 2013 sont tirées de plus de 12 500 entretiens (300 en France) réalisées entre janvier et décembre 2013.

**Pour plus d'informations: [www.internationalbusinessreport.com](http://www.internationalbusinessreport.com).**

---

### **Dominic King**

Grant Thornton International Ltd  
Global research manager  
T +44 (0)207 391 9537  
E [dominic.king@gti.gt.com](mailto:dominic.king@gti.gt.com)

### **Agnès de Ribet**

Grant Thornton France  
Directrice du Marketing et  
de la Communication  
T +33 (0)1 56 21 06 34  
E [agnes.deribet@fr.gt.com](mailto:agnes.deribet@fr.gt.com)

### **Sarah Berrebi**

Grant Thornton France  
Chargée de Communication  
T +33 (0) 1 56 21 08 79  
E [sarah.berrebi@fr.gt.com](mailto:sarah.berrebi@fr.gt.com)



© 2014 Grant Thornton International Ltd.

'Grant Thornton' refers to the brand under which the Grant Thornton member firms provide assurance, tax and advisory services to their clients and/or refers to one or more member firms, as the context requires.

Grant Thornton International Ltd (GTIL) and the member firms are not a worldwide partnership. GTIL and each member firm is a separate legal entity. Services are delivered by the member firms. GTIL does not provide services to clients. GTIL and its member firms are not agents of, and do not obligate, one another and are not liable for one another's acts or omissions.

[www.gti.org](http://www.gti.org)